



## Jean Yves Perez, directeur d'Orthoboots

Ex-directeur industriel (bottes Le Chameau), Jean-Yves Perez a créé la société Orthoboots à Semoutiers-Montsaon (Haute-Marne). Faute du soutien de Lafuma pour réindustrialiser le site et l'aider à démarrer son projet de fabrication de bottes orthopédiques, il s'est rapproché de professionnels podos-orthésistes, entrés au capital de la société et a débuté l'activité en septembre 2012. Orthoboots réalise des produits spécifiques pour l'orthopédie mais aussi des bottes haut de gamme pour les loisirs (la chasse), des chaussants de sécurité et des bottes sur mesure.

### contact //

Zone d'Activité Intercommunale  
de l'Autoroute  
Parc Ecosun Expert  
52 000 Semoutiers Montsaon

Tél. : 09 72 34 67 92

Site Internet : [www.orthoboots.fr](http://www.orthoboots.fr)

**Prendre ce virage économique et industriel, suite à la fermeture du site de Châteauvillain malgré nos compétences reconnues, n'a pas été chose facile. Heureusement nous avons été épaulés, dès le début, par la Région Champagne-Ardenne et d'autres organismes locaux, HMI et le réseau Entreprendre (prêt d'honneur et accompagnement du projet). Par la suite, EDF a été l'un des premiers acteurs économiques à nous apporter son aide.**

### // Le prêt participatif, une aide au démarrage

EDF s'investit dans la dynamisation du territoire où il s'implante, dans le cas présent dans le cadre du laboratoire ANDRA, situé à Bure. En juin 2012, Orthoboots a bénéficié d'une première aide sous forme de prêt participatif d'un montant de 80 000 euros. Cette somme correspond à 20 % de la tranche dont nous avons besoin à l'époque et à 10 % du plan de financement global. La société s'est engagée à créer 20 emplois sur trois ans et à l'heure actuelle nous sommes 10 dont 8 anciens Le chameau, un podos-orthésiste, une ingénieure textile et une assistante commerciale export en contrat de professionnalisation.



Cette aide financière a été un starter indéniable. Quand on redémarre un process industriel dans une usine neuve, il y a beaucoup de travaux de mise en place d'énergie, de fluides, de recherche et développement. Et les banques sont réticentes à suivre sur ces investissements incorporels. Dans une SCOP, on ne peut pas demander à des ouvriers de se porter caution pour des investissements aussi lourds. ■

### // La particularité d'une SCOP

J'ai souhaité créer une SCOP, une société collective ouvrière et participative, propriétaire des outils de production et des machines, avec une vision sociétale. Orthoboots est implantée à Ecosun Expert, une ferme photovoltaïque située sur une zone d'activité intercommunale proche des opérateurs qui ont l'habitude de travailler sur les bottes en caoutchouc.

L'idée est d'ancrer les savoir-faire sur le territoire.

Nous respectons les principes de loyauté des pratiques, de mode de gouvernance, de développements durables et de préservation de l'environnement. Orthoboots a recours à des stagiaires et des prestataires locaux que nous privilégions. Or, les financeurs, les banques et les organismes qui viennent consolider les fonds propres traditionnels ont du mal à accompagner les SCOP. Ce sont des schémas qu'ils ne connaissent pas. Le soutien financier d'EDF, puis d'Areva nous est donc d'autant plus précieux. ■

## // Une opportunité pour le développement local

Avec 170 000 habitants, la Haute-Marne fait figure de petit département, situé loin des centres décisionnaires comme Nancy, Reims ou Dijon, et qui ne bénéficie pas de projet d'envergure industriel. La cornue de la Haute-Marne est coincée entre quatre régions qui, elles mêmes, se désindustrialisent. Nous avons besoin de ressources humaines pour accompagner notre croissance, mais faire venir des populations de l'extérieur n'est pas forcément évident. Il faut être attractif au niveau de l'emploi, proposer des infrastructures de loisirs à proximité.

Comment imaginer sinon que des jeunes de Nancy par exemple viennent travailler chez nous ? Le territoire a grand besoin de renforcer sa notoriété et de densifier tant l'activité économique que les infrastructures. Un des volets que nous développons avec le réseau des Dirigeants et Commerciaux de France est de renforcer les relations entre les acteurs locaux.

Le projet Cigéo est en mesure de dynamiser la région sur de nombreuses années. Il peut être propre à attirer une main d'œuvre qualifiée mais sera aussi générateur d'ouvrage de génie civil, de voiries, de réseaux de distribution.

## // L'expérience du Limousin

Alors que j'étais au lycée à Limoges, en Haute-Vienne, je me souviens d'avoir participé à une étude sur la radioactivité dans l'habitat naturel. Le Limousin est la région de France d'où a été extraite la moitié de la production française d'uranium. On y trouve par conséquent une radioactivité naturelle. Plus tard, en DUT Génie Mécanique, j'ai suivi un stage à la division minière de la Crousille (extraction minière d'uranium). A l'époque, le bureau d'étude était responsable du contrôle des eaux qui remontent du fond de la mine. Il faut savoir que la radioactivité en amont du bassin de décantation était parfois supérieure à la norme admissible en aval... Ensuite, en Maîtrise des Sciences et Techniques en céramiques industrielles, j'ai eu l'opportunité de voir le processus d'extraction physique et chimique de l'uranium de l'usine de Bessines sur Gartempe.

## // De la transparence au niveau de la gouvernance

Il me semble qu'au niveau du mode de gouvernance de Cigéo et des prises de décisions, tout est mis en place pour que la partie civile soit impliquée au même titre que les élus, l'Etat ou l'ANDRA. Cette démarche de consultation est très intéressante à partir du moment où l'enquête d'utilité publique et les médias ne se font pas systématiquement les avocats du diable mais gardent transparence et humilité par rapport aux informations dont nous disposons. C'est ce que j'entends par loyauté des pratiques. Il faut que soit respecté un équilibre entre la vulgarisation des savoirs actuels et l'analyse des risques, l'information disponible et la prise de décision.

La société française doit assumer ses prises de positions passées. Il faut bien, d'une façon ou d'une autre, que nous

Sans compter que les employés du site auront besoin de chaussures de sécurité. Les répercussions industrielles sur nos produits peuvent être intéressantes et nous fournir des références commerciales importantes.

Depuis 2013, Areva fait également partie de nos sources de financement. En contrepartie d'un prêt de 120 000 euros, Orthoboots s'est engagé à créer 22 emplois sur 3 ans. Les besoins en produits pourraient évoluer avec l'exploitation de Cigéo, allier la technique, la recherche et développement et les matériaux de pointe pour répondre à des besoins locaux.

Orthoboots vise aussi bien le développement local que le développement durable. A ce titre, j'attends de l'ANDRA à Bure et du projet Cigéo que ses acteurs suivent les mêmes règles de loyauté. Il faut que les informations communiquées soient exhaustives, fiables et correctement transmises par les médias. Il ne s'agit pas d'alarmer inutilement la population mais de donner une information juste et compréhensible de tous. ■

Dans cette région où l'uranium était exploité, certains sites souffrent aujourd'hui de fortes concentrations de matériaux dits, à l'époque, « stériles », dans leurs remblais ou alluvions. Toute activité industrielle est génératrice d'une concentration de déchets. Je réclame donc beaucoup de transparence et d'humilité par rapport à ce que l'on sait. De ce point de vue, Cigéo comporte des aspects intéressants comme la réversibilité, c'est-à-dire que les générations futures puissent infléchir la décision et revenir en arrière en fonction de l'état des connaissances. Le fait que, contrairement à ce qui s'est produit dans le Limousin, le débat public sur Cigéo ait lieu avant la mise en exploitation est évidemment une bonne chose. ■

stockions nos déchets. Et, s'il semble que la Haute-Marne soit le meilleur endroit pour cela, étant dans l'Est de la France, avec des territoires considérables sans aucun projet industriel pérenne, il serait stupide de ne pas saisir cette opportunité.

Nous avons des droits et des devoirs pour la génération future, notamment de traiter nos déchets par un moyen réversible. Et pour m'écarter du parallèle avec la situation du Limousin, il y a la volonté, dans le cadre de Cigéo, de générer avant le démarrage du projet, une information claire auprès du grand public, de privilégier l'expertise, la consultation, la gouvernance et la loyauté des pratiques. ■

